

Initiatives ministérielles

très bien qu'en bout de piste, il n'y aura aucune offre sérieuse.

• (1650)

Le député de Papineau—Saint-Michel nous a dit que le gouvernement fédéral a le droit de tenir un référendum sur des offres sérieuses, favorables au Québec. Tout le monde sait que le premier ministre du Québec espère qu'on lui fera des offres sérieuses, il désespère même de n'en pas recevoir et il est prêt à tenir un référendum. Si le gouvernement et le Parti libéral avaient des offres sérieuses à proposer, on sait très bien que le premier ministre du Québec serait le premier à vouloir présenter ces offres à la population du Québec. Mais M. Bourassa n'en aura même pas à présenter!

Voilà pourquoi on prépare une loi qui est un vrai viol de la démocratie, parce qu'il n'y aura rien d'acceptable là-dedans, monsieur le Président. En plus, on veut nous bâillonner. On veut nous bâillonner depuis le début de ce débat. On nous avait assurés que maintenant, vu qu'on en est à l'étape importante du rapport du Comité, on pourrait s'exprimer sur tous les articles. Eh bien, on a encore annoncé que demain on allait nous imposer la guillotine. Or, je pense qu'il y a une considération minimale; avant que la guillotine ne tombe demain, nous avons la possibilité de continuer de débattre ce projet de loi, d'espérer qu'en argumentant avec nos collègues, au moins les collègues du Québec, ils comprendront la nécessité de s'opposer à ce projet de loi.

Alors, monsieur le Président, en vertu de l'article 26 du Règlement, je propose:

Que la Chambre continue de siéger après les heures normales d'ajournement afin de poursuivre l'étude du projet de loi C-81.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Le député a-t-il un comotionnaire?

M. Tremblay, appuyé par M. Lapierre, propose, conformément au paragraphe 26(1) du Règlement:

Que la Chambre continue de siéger au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement afin de poursuivre l'étude du projet de loi C-81.

Que les députés qui s'opposent à la motion veuillent bien se lever.

Et plus de quinze députés s'étant levés:

Le président suppléant (M. Paproski): Plus de 15 députés s'étant levés, la motion est retirée, conformément au paragraphe 46(2) du Règlement.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, j'ai écouté toute la journée les propos tenus par le Bloc québécois. À entendre ces députés, on croirait qu'ils sont les seuls à la Chambre des communes à se préoccuper du bien-être des Québécois.

À les entendre, on dirait qu'ils se croient investis d'une mission spéciale qui est de conseiller les Québécois.

Je pense que ce genre de balivernes qu'on a entendues aujourd'hui nuit plutôt aux intérêts des Québécois. J'ai entendu le discours qu'a prononcé le député de Jonquière aujourd'hui. Pour moi, il est un modèle de personne qui cherche ardemment à adopter une attitude constructive et créative dans des circonstances très difficiles.

En tant que Torontois, je reconnais pleinement que je ne comprends pas toutes les subtilités des problèmes que vous connaissez actuellement dans votre province. J'admire vos efforts pour tenter de mettre un peu d'ordre dans ce débat, parce que les députés qui font face au Bloc québécois ne se sont pas montrés très coopératifs aujourd'hui.

Ce n'est qu'une tactique mesquine pour gagner du temps. Ce n'est pas un exercice productif, et je prévois que plus les députés du Bloc persisteront dans cette attitude, plus ils s'attireront l'indifférence générale.

Les Canadiens ont beaucoup de difficultés à comprendre ce qui se passe à la Chambre depuis deux jours. Les bloquistes ont d'abord tenté de faire fermer le parc national Moresby-Sud, et maintenant ils tentent d'insinuer que nous sommes en train de forcer l'adoption d'une mesure qui va à l'encontre des intérêts du Québec.

Je pense que les Québécois sont beaucoup plus intelligents que le Bloc québécois ne le croit. J'ai beaucoup d'amis au Québec, et ils me disent qu'aujourd'hui, ce qui les inquiète le plus, c'est l'économie. Beaucoup de nos concitoyens, pas seulement au Québec mais partout au pays, sont actuellement dans une situation économique dramatique.

Il y a des gens qui ne travaillent pas. Il y a des entreprises qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Plus nous résoudrons rapidement les divisions que l'on cherche à créer, plus l'économie aura de chances de se rétablir promptement. Il y a bien des choses à corriger dans notre pays mais, bon sang, cela devient très difficile quand on adopte ce genre d'attitude improductive, surtout ici à la Chambre.